RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INSP
Institut national du service public

Discours de sortie de l'INSP - Promotion Germaine Tillion - Association INSP écologie

Face à l'urgence écologique, nous nous engageons

Le 04 octobre 2022

Madame la déléguée interministérielle,

Madame la directrice,

Mesdames, Messieurs les agents de l'INSP,

Chers camarades, chers collègues, chers amis,

Nous terminons aujourd'hui notre scolarité. Dans quelques minutes, chacun de nous va signer un engagement : celui de travailler, pour 10 ans au moins, à l'administration de l'Etat.

Cet engagement, nous le prenons dans un moment particulier de notre histoire : nous faisons face au plus grand défi de l'humanité. Prenons-en toute la mesure : le réchauffement climatique et l'effondrement brutal des écosystèmes sont deux volets d'une crise majeure qui remet en cause la possibilité-même d'une vie humaine sur Terre telle que nous la connaissons. Et elle concerne directement la France. Cet été nous en a donné un aperçu avec des incendies de forêt et des canicules hors norme, mais aussi des 600 000 hectares d'espaces naturels, agricoles et forestiers grignotés par des zones industrielles, des routes et des parkings. Un département français en 7 ans. La France des parkings, la France du grand silence, ça vous fait rêver ?

Chacun de nous a une bonne raison d'intégrer l'administration de l'Etat, au service de l'intérêt général. Et la diversité des politiques publiques que nous avons choisies l'illustre. Quel que soit le ministère que vous allez rejoindre, voici pourtant 3 bonnes raisons de vous intéresser sérieusement à la question environnementale, aujourd'hui et tout au long de votre carrière :

— Premièrement : parce que la dégradation des milieux menace la capacité à mener, demain, toute politique publique. Comment assurer l'accès à un système de soins soutenable si les atteintes à la

biodiversité génèrent une multiplication de pandémies ? Comment gérer l'ordre public et la sécurité intérieure si les rendements agricoles chutent drastiquement ?

— Deuxièmement : parce que **la fonction publique, et a fortiori l'Etat, se doit d'être exemplaire.** Il est temps de décarboner l'administration et d'entraîner l'ensemble de l'économie française. L'administration publique, c'est 6 millions d'agents. 15% de l'empreinte carbone des Français.

— Enfin, troisièmement : parce que chacun de vos ministères aura un rôle clé à jouer pour mener le virage écologique. La transition doit être solidaire, il faudra accompagner les entreprises et les exploitations agricoles, encourager des productions culturelles porteuses de nouveaux imaginaires... Aucun de nous ne peut dire qu'il n'est pas concerné.

En intégrant l'Etat, nous avons une grande responsabilité, parce qu'en France, les pouvoirs publics sont les seuls à pouvoir accompagner le changement radical nécessaire pour répondre à la crise environnementale.

Pourtant l'Etat n'a pas pris la mesure de cette crise. Pour atteindre la trajectoire de 2°C, nous devons diminuer *chaque année* nos émissions de 5%. 5%, ce n'est arrivé qu'une seule fois : en 2020 avec le confinement. Non, la croissance verte ne permettra pas de faire face aux enjeux. Il faut repenser notre rapport aux ressources et notre relation au vivant. **Ce qui est nécessaire, c'est un changement de paradigme**.

Nous sommes inquiets, et peut-être l'êtes-vous aussi. Mais notre inquiétude n'est pas un frein à l'action, au contraire. Elle nous pousse à regarder en face les changements considérables que doivent accomplir l'Etat, et la France, pour se mettre sur la voie d'une société soutenable. A la suite des appels de nos camarades d'autres écoles à bifurquer, à déserter ou à changer le système de l'intérieur, nous, élèves de l'INSP, membres d'INSP écologie, **nous choisissons l'Etat pour mener très concrètement les transformations massives nécessaires.** Dans le respect de la décision politique, nous appelons à faire de chaque ministère, de chaque poste, de chaque projet, une réponse à l'urgence écologique.

Et, à l'heure de signer notre engagement de servir l'Etat, **nous prenons, devant vous, cinq engagements** et nous invitons chaque fonctionnaire, s'il souhaite contribuer au virage environnemental, à les prendre avec nous :

1. Nous nous engageons à lutter inlassablement contre les discours de l'inaction climatique et écologique, partout où nos fonctions nous conduiront ; et à ne jamais laisser les légitimes obligations du statut du fonctionnaire nous servir d'excuse pour ne pas agir. Soyons des contradicteurs permanents, questionnons les choix qui sont faits par habitude, tenons compte de leur pertinence sociale et environnementale.

2. Nous nous engageons à nous former dans ces domaines, de manière continue, à développer nos compétences et à rester à l'écoute, sans dogmatisme, de toutes les idées, expérimentations et innovations susceptibles d'apporter des solutions.
3. Nous nous engageons à susciter le tournant environnemental de toute politique publique à laquelle nous participerons, dans le respect de la décision politique. Dans cette perspective, nous nous engageons à toujours penser la complexité de la crise et de ses solutions, et à prendre en compte toutes les "soutenabilités".
4. Dans un souci d'exemplarité, nous nous engageons à œuvrer à la transition écologique et à la sobriété de nos administrations elles-mêmes. Alors, faisons disparaître les goodies inutiles

(combien de tote bag trop petits dans vos placards et de stylos qui ne marchent pas) et distribuons des col-roulés à tous les agents !

5. Nous nous engageons à rejoindre des réseaux d'action au sein de la fonction publique et à en être des contributeurs actifs ; à former des liens utiles avec toutes les personnes partageant l'objectif de décarboner notre pays et de préserver la biosphère.

En mars dernier, notre promotion a choisi le nom de Germaine Tillion pour la représenter. Quand on regarde la tâche énorme qui nous attend, on se dit qu'on aura bien besoin de son courage. **Sur les sujets environnementaux, il est souvent plus facile de se taire et de s'abstenir**. On a toujours des bonnes raisons : les contraintes budgétaires, le devoir de réserve, la peur des précédents, le risque de déplaire. Mais être loyal c'est aussi dire à son supérieur ce qu'il ne veut pas entendre. Rappelons les possibles, les alternatives. Ne laissons personne tranquille, aucun collègue, aucun chef, aucune structure. Appuyons-les ! Aidons-les à être plus critiques, plus créatifs, plus radicaux. Soyons des pisteurs, des paysans, des défricheurs, des tangeantistes et même, des emmerdeurs, quand il le faut, ça n'empêche pas d'être un bon fonctionnaire.

Vous avez pu le voir pendant cette scolarité, la tentation sera très forte de suivre une carrière toute tracée, de se contenter des rails existants et de prendre le moins de risque possible. Mais camarades, dans 8 ans, dans 43 annuités, quand prendra fin notre engagement et que viendra le temps du bilan, voulez-vous que nous soyons collectivement passés à côté de l'enjeu le plus important du XXIe siècle ? Ou voulez-vous avoir été, non seulement, la promotion la plus solidaire de l'histoire de cette école, mais surtout, celle qui aura fait prendre à l'Etat le virage serré de la sobriété ?

On vous lance le défi !